

Le Rappel Républicain

Deuxième Année. — N° 62

DE LYON

Mercredi 2 Mars 1904

Journal Démocratique Quotidien

LES MANUSCRITS NON INSÉRÉS NE SONT PAS RENDUS

LES ABONNEMENTS PARTENT DES 1^{er} & 16 DE CHAQUE MOIS

ANNONCES

A LYON, exclusivement aux bureaux de la Société de Pub. Artistique et Commerciale, 52, Rue de la République.
A PARIS, dans toutes les Agences de Publicité.

5 cent
le N°

ADMINISTRATION et REDACTION : 3, Rue Stella (à l'entresol)
Adresse télégraphique : RAPPEL RÉPUBLICAIN, LYON — Téléphone 15-39

5 cent
le N°

ABONNEMENTS...

Lyons et départements limitrophes... 5 fr. 10 fr. 20 fr.
Autres départements... 6 fr. 12 fr. 24 fr.
Étranger (Union Postale)... 9 fr. 18 fr. 36 fr.

LES CONGRÉGATIONS A LA CHAMBRE — LA GUERRE

FAITS DU JOUR

Au Conseil des ministres, M. Combes a annoncé qu'il allait déposer à la Chambre une demande de crédits supplémentaires pour la marine.

Interviewé par un journal parisien, M. Combes a déclaré sa confiance dans la solidité du cabinet et dans le résultat des élections municipales.

La Chambre a continué la discussion générale de la loi Combes, supprimant l'enseignement congréganiste. Les motions Ripert et Lasies sont repoussées.

Une dépêche de source anglaise annonce que les Japonais auraient bombardé Port-Arthur et que les Russes auraient subi des pertes sérieuses. Cette dépêche n'est pas confirmée.

Une rencontre entre Russes et Japonais a eu lieu en Corée. Les Japonais ont été repoussés.

La Commission parlementaire de l'industrie textile a continué ses travaux à Lyon.

L'Élection de Grenoble

Les résultats de l'élection législative de Grenoble ne sont point faits pour surprendre ceux qui connaissent le progrès des idées socialistes dans l'Isère et le recul qu'y subissent les doctrines républicaines et libérales.

M. Zévaès, ancien député, socialiste ministériel, arrive en tête de huit candidats, avec 5.595 voix, distançant de 1.103 voix son concurrent le plus favorisé. Un collectiviste-révolutionnaire, M. Mistral, obtient 368 suffrages, ce qui porte à 6763 le nombre des voix socialistes.

Les radicaux-socialistes qui viennent ensuite ne valent guère plus ; leur programme est tout aussi jacobin, séculaire et anticlérical que celui de Zévaès ; eux aussi se réclament de M. Combes et de la défense républicaine ; eux aussi approuvent les attentats à la liberté et à la conscience ; eux aussi accordent leur confiance aux André et aux Pellétan, aux désorganiseurs des forces nationales, aux artisans des catastrophes de demain. Ils sont bloqués comme Zévaès, jacobins comme Zévaès et nous inspirent une commune répulsion. Ces radicaux-socialistes obtiennent ensemble 5.092 suffrages ; ce qui porte à 11.855 le total des voix ministérielles.

Les candidats libéraux subissent une lamentable défaite. M. Rey, républicain progressiste, obtient 1.592 voix et M. Dorel, républicain libéral nationaliste, 1.419 ; ce qui donne le total modeste de 3.011 suffrages antiministériels.

Pourquoi nous dissimulons l'échec subit par nos idées ? Pourquoi chercher des raisons scientifiques pour l'expliquer ? Nous avons été, ou plutôt, les candidats libéraux ont été battus à plate couture. Voilà le fait brutal. La circonscription, il est vrai, n'était point faite à conquérir puisqu'elle était détenue, depuis plusieurs législatures,

par un radical-socialiste, M. Gustavo Rivet ; mais, sans espérer l'emporter, nous devions préjuger, cependant, d'un accroissement des voix antiministérielles.

Elles ont diminué ! En 1902, M. Lucas, nationaliste, obtenait 3.353 voix ; d'où une différence, au détriment de 1904, de 392 voix. C'est peu, mais c'est une indication des plus tristes et qu'il faut faire.

Le département de l'Isère fut l'un des plus éprouvés par l'application des décrets. L'exode de la Chartreuse qui répandait une charité bienfaisante dans toute la contrée, qui était la providence des vallées profondes qui zigzaguent au pied de sa montagne célèbre ; les incidents étonnants, tout un pays en deuil, qui marquèrent le départ des Pères, la commotion qui secoua les Dauphinois, atteints non seulement dans leur reconnaissance, mais encore dans leurs intérêts, ce sont là des événements et des souvenirs qui remontent à peine à une année et qui semblent aujourd'hui complètement oubliés. Et, cependant, ne pouvait-on espérer que les Dauphinois garderaient rancune aux politiciens qui ont exilé les moines qui ne s'occupaient de la terre et n'abandonnaient les hauteurs sauvages où ils cachaient leurs prières que pour semer la charité la plus aveugle, la plus désintéressée ? Il ne paraît point. Les Chartreux sont oubliés ; les mensonges anticléricals ont eu raison de l'indignation de la première heure et des serments de vengeance. Les populations dressent sur le piédestal du suffrage universel les proconsuls et les bourreaux, tandis que la Montagne, aujourd'hui solitaire, pleure ses hôtes et ne répercute plus l'écho des chants sacrés et les joyeux appels des pèlerins.

L'année dernière on disait : « Vous verrez la révolte des populations dauphinoises et le coup de balai libérateur qui délivrera l'Isère des Macrobites et de leurs valets ». Hélas ! M. Jay, maire de Grenoble, est battu aux élections sénatoriales, et, aujourd'hui, la Vallée presque toute entière vote pour le ministère. A part peut-être la circonscription de la Tour-du-Fin où le commandant Porreau mène un combat serré et méthodique, les idées républicaines et libérales ont reculé. Les populations, poussées par un vent de folie, ne s'arrêtent pas aux nuances intermédiaires, elles méprisent les radicaux-socialistes, comme les libéraux, et s'en vont grossir les rangs socialistes et révolutionnaires.

Autre constatation intéressante : Les radicaux et radicaux-socialistes ont été battus, dimanche dernier, comme nous-mêmes. La circonscription leur appartenait depuis longtemps ; leurs créatures y occupent les postes administratifs ; ils reculent, cependant, devant la marée montante des socialistes. En vain, ont-ils multiplié les candidatures contre Zévaès ; les électeurs ont donné une majorité relative formidable à ce dernier, et il est presque certain qu'il sera élu dans quinze jours, vengeant ainsi sa défaite contre l'honorable M. Pichat.

C'est le sort des radicaux et radicaux-socialistes d'être dévorés par les révolutionnaires. Ce parti hybride, sans

fond et sans programme, n'ayant d'autre idéal que la conquête de l'assiette-au-bourre, est destiné à disparaître, emporté par les partis de droite ou par les partis d'extrême-gauche. L'avenir est aux partis de combat ; les ennemis peuvent remporter quelques succès partiels, mais ils seront balayés comme l'ont été les opportunistes.

Le suffrage universel est une force redoutable qui se conquiert de haute lutte. Ce n'est pas en gémissant, en nous croisant les bras, en faisant retentir l'air de malédictions, que nous ramènerons le pays à une plus saine notion de la liberté et de ses intérêts. Imposons nos adversaires qui sont des propagandistes acharnés ; répandons les journaux de combat, les seuls qui comptent à une heure où paysans et ouvriers, citadins et villageois font de la politique, se passionnent pour la politique. Avec le journal, il faut créer des comités dans chaque village, organiser des réunions, faire de l'agitation.

Voilà ce que font les socialistes depuis vingt ans ; voilà le secret de leurs succès. Aurons-nous moins d'énergie que les Zévaès et les Jaurs, quand il s'agit des intérêts supérieurs de la Patrie, de la République et de la Liberté ?

Camille DIJOU.

Notes Politiques

LA SITUATION MINISTÉRIELLE

Après l'avoir complimenté de son courage, il convient de féliciter Firmin Faure du succès de son interpellation. On a bien vu qu'elle s'imposait. Le débat n'a pas porté sur les fonds, comme nous l'aurions désiré ; il n'en a pas moins eu beaucoup d'ampleur ; il a mis tous les partis aux prises ; de véritables discours ont été prononcés ; il a fallu que le président du conseil intervint personnellement ; bref, nous avons assisté à une grande bataille parlementaire où chacun a tenu à marquer nettement ses positions et à fixer sa part de responsabilité.

Celle du ministre de la marine se trouve singulièrement allégée. Ah ! M. Pellétan ne laisse pas d'être un habile homme, à ses heures. Lui qu'on accuse de souvent trop parler, il sait, quand il le faut, le prix du silence. Il s'est tu. Mais M. Combes, en revanche, a parlé ; il a couvert son collègue avec l'énergie agressive et insolente qu'on lui connaît. Il a revendiqué pour le ministère et pour lui toute la responsabilité de la situation de notre flotte. D'une question d'ordre purement patriotique il a fait une question ministérielle. La responsabilité qu'il assumait pesait sur ses épaules plus lourdement qu'il ne pense peut-être.

La Chambre le lui a déjà fait sentir. M. Ribot s'est trouvé d'accord avec M. Faure pour l'accuser de légèreté singulière et d'imprudence sans nom. L'indignation s'est accrue, quand, répondant à une question du leader progressiste, le président du conseil ne craignait pas d'affirmer qu'il ne déposerait aucune demande de crédits pour la marine.

Il venait précisément d'en être question dans une entrevue de M. Combes et des délégués des groupes de gauche.

Surpris de cette affirmation, M. Chaumet, l'un de ces délégués, déclara que dans ces conditions, pour que, de toutes façons, la lumière fût faite, il déposait une demande d'enquête devant la commission du budget.

Il fallut bien que M. Combes s'expliquât.

Et admirez les distinctions de cet homme d'Eglise : Oui, on demanderait des crédits

à la Chambre, mais pour la défense coloniale, et c'est le ministre des colonies qui les demanderait.

La mauvaise foi du président du conseil, son désir d'acquiescer purement et simplement tout débat sur la gestion de son collègue, éclatait avec une telle évidence que M. Doumer, au nom de la commission du budget, le menaçait d'une demande d'enquête parlementaire, s'il n'était pas donné à la Chambre un moyen officieux de pénétrer les mystères de la rue Royale.

En votant comme un seul homme contre le gouvernement, l'opposition n'a rempli qu'un devoir rigoureux. Et, quant à la majorité, il est bien entendu qu'elle ne lui a donné qu'une satisfaction toute platonique et qu'un inventaire suivra, gros de menaces pour la boutique Pellétan, Combes et C^{ie}. — D. GURNAUD.

INFORMATIONS

LES COMMENTAIRES DES COULOIRS. Les amis de M. Combes commencent à s'inquiéter. Le président du Conseil serait-il sérieusement menacé ? Un ministère Millerand-Constans-Doumer s'agit dans les ténèbres. L'intervention de M. Doumer a été surtout très remarquée. « C'est un coup de poignard dans le dos », ont dit aussitôt plusieurs amis de l'ancien gouverneur de l'Indo-Chine.

LA RÉUNION DE BORDEAUX. — Une importante réunion de la Patrie Française aura lieu dimanche prochain, 6 mars, à Bordeaux, sous la présidence de M. de Béhague. Orateurs inscrits : M. Jules Lemaitre, Gabriel Syveton et Maurice Spronck, députés ; Dausset et Galli, conseillers municipaux de Paris.

UN MINISTRE BIEN RENSEIGNÉ. — Un journal de Vannes, l'*Arvor*, signale cette nouvelle gaffe à l'actif de M. Pellétan. « M. Pellétan a fait afficher cet après-midi dans l'arsenal de Lorient un ordre du jour qui a obtenu auprès des marins un très vif succès d'adhésion. « Dans ce document, le ministre félicite le personnel à l'occasion des « brillants essais » et de la disponibilité de *Gueydon*, de la *Gloire* et du *Condé*. « Or, le premier de ces bâtiments est parti depuis six mois pour la Chine. Le second n'a pas encore terminé ses essais et le troisième ne les a même pas commencés. »

CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 1^{er} mars.
Les ministres se sont réunis ce matin à l'Élysée, sous la présidence de M. Loubet. M. Maréchal, indisposé, s'était excusé de ne pouvoir assister à la délibération.

CRÉDITS POUR LA MARINE

M. Combes, président du Conseil, a entretenu le Conseil de la séance d'hier à la Chambre. Il a déclaré qu'il lui paraissait indispensable, après les incidents qui se sont produits dans la discussion engagée à l'occasion de la demande d'interpellation de M. Firmin Faure, que le gouvernement s'expliquât catégoriquement devant la Chambre sur la situation de nos forces navales et de nos colonies.

A cet effet, il a été décidé que le ministre des finances déposerait aujourd'hui même un cahier de crédits supplémentaires portant annulation et ouverture de crédits au département de la marine sur l'exercice 1903-1904.

L'examen de ce cahier de crédits permettra au gouvernement de fournir à la commission du budget d'abord, puis, s'il y a lieu, à la Chambre, toutes les explications nécessaires sur l'état de la marine.

LA DESTRUCTION DES ROUGEURS

M. Mougeot, ministre de l'Agriculture, a soumis à la signature du président de la République : 1^{er} un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 350.000 francs en vue de la destruction des rats des champs qui dévastent certains départements ; 2^o un projet de loi autorisant et réglementant les associations syndicales constituées en vue de la destruction des petits rongeurs, insectes et, d'une façon générale, de tous les parasites nuisibles à l'agriculture.

La Guerre Russo-Japonaise

BRUIT D'UNE BATAILLE A PORT-ARTHUR

Grave nouvelle anglaise : Une bataille devant Port-Arthur. Les pertes des Russes. — Un démenti. — Russes et Japonais en Corée. — Un combat. — L'affaire des brûlots. — Le froid. — Dépêches diverses.

NOUVEAU BOMBARDEMENT DE PORT-ARTHUR. — UN DÉMENTI.

Londres, 1^{er} mars.

Le *Daily Telegraph* reçoit la dépêche suivante, datée de In-Kéou, 29 février : « Quinze navires japonais sont arrivés à Port-Arthur ce matin à 10 heures et ont commencé un furieux bombardement. Les croiseurs *Aschold*, *Novich* et *Bayan* et quatre torpilleurs sont sortis pour faire face à l'attaque, mais ils ont été obligés de se retirer. « L'*Aschold* était près de sombrer ; le *Novich* avait subi de graves avaries. Un torpilleur a été coulé. Le *Releisan* a été endommagé de nouveau. « Le bombardement a duré deux heures. La flotte japonaise s'est retirée en ordre parfait. De l'artillerie russe a été envoyée dans la baie des Pigeons. »

Londres, 1^{er} mars.

Le correspondant du *Times* à Wei-Hai-Wei dit que la flotte japonaise a été signalée hier matin au large de Chantloun.

Suivant une dépêche de Tokio au *Standard*, l'amiral Togo rapporte qu'un appel fait à des volontaires parmi ses officiers et ses hommes pour bloquer l'entrée de Port-Arthur lui a valu immédiatement 2.000 demandes. Les postulants étaient si désireux d'être choisis que beaucoup d'entre eux inscrivaient leur requête avec leur sang.

Une dépêche de Saint-Petersbourg au *Daily Mail* rapporte que le bruit courait qu'un nouveau combat aurait eu lieu à Port-Arthur et que la flotte aurait subi de nouvelles pertes, mais ce bruit est démenti officiellement.

LES TROUPES RUSSSES

Saint-Petersbourg, 1^{er} mars.

Le général Micholchenko, à la tête de 5.000 cosaques, s'est établi près de Pyang-Yang. Le général Linovitch le suit avec un corps d'infanterie.

Les Russes dirigent de nouvelles troupes sur New-Tchouang et posent des mines à l'entrée du fleuve. Tous les civils ont reçu l'ordre de quitter Kharbine.

Une dépêche de Tien-Tsin dit que 25.000 Russes se trouvent actuellement sur le Yalou. Deux régiments d'infanterie montés avec de l'artillerie occupent les passes de la montagne à 50 kilomètres de Wiju.

AUTOUR DE VLADIVOSTOCK

Londres, 1^{er} mars.

Plusieurs journaux de Londres publient la dépêche suivante, datée de Tokio, 29 février : « Un navire anglais venant du nord apporte à Sasebo la nouvelle que, le 23 février, il y avait quatre navires de guerre russes et deux transports à Vladivostock. « Ils n'étaient pas prêts à l'action. Dans le port, la mer était gelée, à trois pieds de profondeur. »

LES FINANCES RUSSSES

Saint-Petersbourg, 1^{er} mars.

La *Gazette économique russe* publie un article du professeur Higouine, connu

par sa critique sévère de certains actes de la politique fiscale de la Russie. Il rappelle que, lors des troubles en Chine, lorsque 220.000 soldats ont été dirigés sur l'Extrême-Orient, toutes les dépenses ont été payées sur le budget ordinaire, malgré la crise industrielle et la mauvaise récolte, qui rendaient la situation financière beaucoup moins favorable.

La balance de l'échange international fut établie en faveur de la Russie au bout de deux ans. Actuellement, la matière imposable et les forces des contributions sont loin d'être épuisées. Une élévation des droits de succession, des droits sur le sucre et des tarifs de chemins de fer peut seule donner plus d'un demi-milliard de francs par an d'augmentation. On ne saurait donc justifier la vente des fonds russes.

Il n'est question d'aucun emprunt, et la baisse des valeurs russes ne pourrait être qu'accidentelle et dénuée de tout fondement réel.

L'AMIRAL SRYDLOFF

Paris, 1^{er} mars.

L'amiral Srydloff qui arrivera après-demain en Extrême-Orient possède des états de services mouvementés, mais tout à son honneur.

Une de ses aventures est plus pittoresque que les autres. Elle date de 1884. La Russie et l'Angleterre étaient à deux doigts d'entrer en conflit. L'amiral Srydloff, alors capitaine en second, croisa dans les eaux des Antilles à bord de la corvette *Strehok*. Dans les mêmes parages se trouvait un imposant cuirassé britannique le *Garnet*. Les deux bâtiments ne se perdant point de vue et quand le *Strehok* mit à la voile pour New-York, il fut immédiatement suivi par le *Garnet*. Arrivés dans le port de New-York, les deux vaisseaux se rencontrèrent, à deux cent mètres l'un de l'autre, dans le rivaire Hudson. La grande cité fut en ruine. On imagina la guerre toute proche et les paris s'engagèrent sur l'issue d'un duel naval qu'on « espérait » à trois milles de la côte américaine, limite de la zone neutre. On y croyait si bien que, par avance, on fit rétrograder, chaudières et embarcations diverses pour assister à la lutte de plus près.

Sur ces entrefaites il se passa un incident qui faillit compliquer la chose. Un bon matin les deux bourgeois new-yorkais apprirent que les nationalistes irlandais avaient failli faire sauter le *Garnet* avec une torpille qu'ils avaient placée la nuit à son avant. Et, en effet, il paraissait n'y avoir aucun doute à ce sujet comme le démontre l'enquête préliminaire. Vers deux heures du matin, un petit canot ayant à bord cinq personnes, s'était approché du vaisseau anglais. Arrivé à 25 mètres, un personnage de la bande était descendu dans l'eau et remorqua à la nage un objet ayant la forme d'une torpille, l'avait attaché juste au dessous de la proue à fleur d'eau, puis il s'était éloigné en nageant pour rejoindre ses camarades. A ce moment le bruit de ses mouvements éveilla l'attention de la sentinelle qui donna l'alarme. Aussitôt 20 fusils furent braqués sur le nageur et l'embarcation et sous peine de se voir passer par les armes, les membres de l'expédition nocturne durent se rendre. Ce n'est que le lendemain que la vérité fut connue lorsqu'on découvrit que le courageux nageur n'était autre que le fameux Paul Boyton — l'homme poisson — au costume de caoutchouc, et surtout que la torpille qui

FEUILLETON DU « RAPPEL RÉPUBLICAIN »
2 Mars 1904 (11)

LES BATAILLES DE LA VIE

LE MAÎTRE DE FORGES

PAR

Georges OENET

III

— Oh ! prenez garde ! Ne me donnez pas d'espoir. Il me serait trop dur après d'y renoncer !

— Eh ! oui, je vous donne de l'espoir, reprit Bachelin, et en le faisant je trahis pour vous tous les secrets de la famille de Beaulieu. Mais vous avez tant d'intérêt à être discret, que ce n'est pas vous qui répéterez ce que je viens de vous dire.

Et comme Philippe lui saisissait les mains, attachant sur le notaire des yeux brûlants de curiosité :

— Mademoiselle de Beaulieu est ruinée par la perte du procès d'Angleterre, reprit Bachelin, et elle ignore. Le duc de Bligny est à Paris depuis six semaines et la délaisse, et elle ne s'en doute pas davantage. Le jour où mademoiselle Claire apprendra qu'elle est abandonnée, il s'élevra dans son cœur une tempête effroyable. Et ceux qui seront à portée d'écouter recueilleront bien des âmes !

— Ruinée et abandonnée ! s'écria Philippe, cette jeune fille accomplie, cette femme d'élite ! Et qu'a-t-elle besoin de fortune ? Le seul trésor qu'il faille attendre d'elle : c'est elle !

— Oui, certes ! Et c'est bien sous cet appel de pur désintéressement que je vous ai montré.

— Oh ! dites-le bien ! s'écria Philippe avec feu, dites-le à madame de Beaulieu et à elle-même, je vous en supplie !

Puis, s'arrêtant comme assombri par une pensée désespérée :

— Mais non, ne dites rien. Elle est fière et hautaine. L'idée qu'elle peut devoir quelque obligation à l'homme qui sera son époux l'éloignerait de moi et la déterminerait à me repousser. Prévenez la marquise, faites-lui approuver mes scrupules et surtout engagez-moi vis-à-vis d'elle. Oh ! je recevrai la main de mademoiselle de Beaulieu à genoux. Mais je veux qu'elle se croie encore riche, afin qu'elle puisse accepter ou me refuser librement. Et dussé-je, en l'épousant, lui assurer tout ce que je possède, ce sera encore elle qui m'aura fait une grâce !

— Là ! fit Bachelin en interrompant Philippe par un geste affectueux. Vous courez la poste ! Que c'est beau, la jeunesse et la passion ! Mais il faut aller d'un train plus raisonnable. Il ne s'agit en ce moment que de vous présenter au duc. A défaut d'autres satisfactions, vous aurez celle de contempler l'objet de vos desirs, comme on disait au siècle dernier. Soyez grave et calme. Comportez-vous avec la discrétion que comporte votre situation. Et amenez votre sœur. Elle

vous servira de paravent, on s'occupera d'elle, et, pendant ce temps-là, vous serez tranquille.

Et quand faut-il aller à Beaulieu demanda Philippe, avec un trouble visible.

— Ah ça ! Est-ce que vous avez déjà peur avant même d'être parti ? Eh bien ! Allez-y demain. Une bonne nuit vous mettra d'aplomb ; vous jouirez de tous vos moyens et de tous vos avantages.

Et, se levant lentement, le notaire prit sa serviette, la plaça sous son bras et fit quelques pas vers la porte. Puis, s'arrêtant au milieu du cabinet :

— Regardez-vous encore que j'ai parlé à madame de Beaulieu sans que vous m'ayez autorisé ? demanda le notaire, en regardant le maître de forges avec un air narquois. Il est vrai que, dans votre trouble, vous ne m'avez pas demandé ce qu'elle avait répondu.

— C'est vrai ! s'écria Philippe.

Et par un revirement soudain, de joyeux qu'il était, redevenant inquiet : — Qu'a-t-elle dit ?

— Elle a dit ce qu'elle devait dire dans un cas pareil. A savoir : qu'elle n'avait rien à dire, et qu'elle ne contraindrait jamais mademoiselle Claire. Enfin, les banalités habituelles. Mais, croyez-moi, la force de la position qu'il faut enlever n'est pas du côté de la mère, elle est du côté de la fille. Ainsi, bon courage. Et là-dessus je m'en vais dîner.

Et serrant affectueusement la main du maître de forges, Bachelin sortit.

Philippe, resté seul, tomba dans une méditation profonde. Il envisagea fro-

dement sa situation et dut s'avouer à lui-même qu'elle n'était pas mauvaise. Mademoiselle de Beaulieu, indignement trahie par son fiancé, avait resté au fond du Jura pendant six semaines, quelques mois, pour laisser le temps passer sur son humilité décevante. Là, il pourrait la voir, l'entourer de soins discrets et peut-être arriver à ne point lui déplaire. Suzanne serait sûrement pour lui un utile auxiliaire. Il ne la ferait point rentrer à son couvent de Besançon, les vacances terminées, et la garderait près de lui. Elle deviendrait la compagne de Claire, la gagerait par sa grâce naïve et tendre. Et, peu à peu, elle ferait pénétrer la pensée de son frère dans le cœur de mademoiselle de Beaulieu.

Et le songe prenait l'apparence de la réalité. Philippe voyait marcher lentement, sous les ombres de Pont-Aven, les deux jeunes femmes. Elles étaient côte à côte, se tenant par le bras, tout à fait sœurs. L'une grande et fière, l'autre mignonne et douce. Il les regardait, et déjà il lui semblait sentir le parfum discret qui émanait d'elles. Il s'enivrait de cette délicieuse senteur. Il allait les toucher, quand soudain une bouche fraîche, se posant sur son front, l'arracha à son rêve. Et la chère voix de Suzanne murmura à son oreille :

— A qui penses-tu, Philippe ?

Comme le maître de forges restait assis, la regardant avec un vague sourire et sans répondre :

— Tu ne veux pas le dire ? Faut-il que ce soit moi qui parle ? Eh bien ! Gageons

que tu penses à une belle jeune fille blonde !

Philippe se leva brusquement, et saisissant la main de sa sœur :

— Suzanne ! s'écria-t-il.

Mais, sous le regard malicieux de la jeune fille, il perdit contenance, et ne put continuer. Il resta debout, stupéfait, se demandant par quelle étrange clairvoyance cette enfant avait su deviner si bien ce qui se passait en lui.

— Te voilà tout troublé, reprit Suzanne avec tendresse. Tu croyais donc tout secret bien caché ? Mais depuis un mois tu n'es plus le même, et il ne m'a pas fallu beaucoup de finesse, pour m'apercevoir que ton cœur n'était plus à moi seule. Oh ! je ne suis pas jalouse, va ! Je t'aime trop pour pouvoir l'être.

Et quand je te vois pensif et absorbé, si je m'inquiète, ce n'est pas parce que je crains que tu m'enlèves une part de ton affection, pour la donner à une autre, mais parce que j'ai peur que tu aies du chagrin. Je te dois tant, mon Philippe ! C'est toi qui m'as gardée, chérie, élevée, quand je suis restée seule, sans père ni mère ! Et il me semble que je suis non seulement ta sœur, mais ta fille, l'enfant de tes soins et de tes peines. Va, aime et sois aimé ! Tu ne me verras que me réjouir. Car je ne sais pas de bonheur assez complet sur la terre, pour récompenser un être aussi parfait que toi.

Deux larmes jaillirent des yeux du maître de forges et tombèrent silencieusement sur ses joues. Les douces paroles de sa sœur avaient détendu ses nerfs surexcités. Il se sentait maintenant ané-

ti. Et, appuyé à la haute cheminée, il restait immobile, regardant la jeune fille qui lui souriait.

— Voilà que tu pleures, à présent ! dit Suzanne. Mais voyons, c'est donc triste d'aimer ?

— Ne parles plus jamais de ces folies ! interrompit Philippe d'une voix altérée.

— Des folies ! Et pourquoi donc ? Quelle femme, te connaissait, pourrait ne pas désirer te plaire ? Puis, se posant devant lui, la mine hardie et le geste résolu :

— Va, je le lui dirai si le faut, à celle que tu aimes : Mademoiselle, vous avez tort de ne pas adorer mon frère, car il n'y a pas un homme au monde auquel il ne soit absolument supérieur. Je puis vous l'affirmer, moi, car je le connais bien, et depuis longtemps. Et je serai si égoïste, qu'elle viendra elle-même au-devant de toi, te tendra la main avec une belle révérence et te dira : Monsieur, vous avez pour sœur une petite personne qui est si extraordinaire, que je n'ai pu m'acquiescer plus longtemps à votre mariage. Voulez-vous me faire la faveur d'être mon époux ? Et toi, tu t'inclineras avec grâce en répondant d'un air réticent : Mon Dieu, mademoiselle, ce sera donc pour vous être agréable ! Moi je vous bénirai d'un air protecteur et solennel. Et vous serez bien heureux ! Ah ! tu vois ? Tu seras tu es consolé !

(A suivre.)

avait tellement effrayé les Anglais ne contentait que de la paillotte.

On raconte alors... et depuis que toute cette aventure avait été organisée par le futur amiral Strydoff.

UN COMBAT EN CORÉE

Saint-Petersbourg, 1^{er} mars.
Un télégramme particulier du *Novoié-Vremia* confirme qu'une soignée de co-saques a rencontré en Corée un détachement japonais, qui a été repoussé. Le général Linievitch a envoyé de l'infanterie comme renfort. C'est donc le premier combat entre les troupes ennemies au nord de la Corée.

SUR LE YALOU

In-Kéou, 1^{er} mars.
Les fonctionnaires des puissances neutres ont informés leurs gouvernements respectifs qu'ils n'étaient pas en mesure de donner des renseignements officiels sur les opérations en cours à l'est du chemin de fer de Mandchourie.
Suivant les gens du pays, on continue à se battre à l'est du Yalou. Les Russes ont fait savoir à huit correspondants militaires que nul ne pourrait suivre l'armée active sans être muni, par son gouvernement, d'un permis donné par le ministre des affaires étrangères de Russie.

L'AFFAIRE DES BRULOTS

Paris, 1^{er} mars.
Les dépêches ont annoncé que, au cours de l'affaire des brulots, deux vaisseaux japonais, torpilleurs ou contre-torpilleurs, qui faisaient escorte aux transports explosibles, auraient coulé sous les coups de canons russes. Un en essayant de rejoindre les gros de l'escadre, l'autre en cherchant à gagner Tché-Fou. On donnait cette preuve que, le 24, l'escadre japonaise était formée de 49 navires; quand elle revint, il lui manquait deux unités. Le *Daily Mail* a démenti qu'un navire japonais ait coulé en vue de Tché-Fou. Le *Standard*, dans une dépêche du 27 février, affirme qu'un torpilleur japonais a coulé en cherchant à gagner Tché-Fou. Et le *Standard* n'est pas suspect de sympathie pour les Russes, certes !
Un nouveau télégramme, envoyé hier de Tché-Fou, dit que deux navires de guerre japonais ont été envoyés à Sasebo, sur la côte ouest du Japon, au nord de Nagasaki, pour se faire réparer. On peut donc conclure de ce fait que l'escadre japonaise, au moins quelques unités, n'ont pas été détruites. Les divers attaques contre Port-Arthur.

Également, on avait pu s'étonner que l'explosion des cinq vapeurs-brulots destinés à obstruer l'entrée du port de Port-Arthur ait fait aussi peu de victimes. Un matelot s'est noyé, disait la dépêche officielle japonaise. Une dépêche de Shanghai au *Daily Chronicle* affirme que sept ou huit navires japonais ont été détruits le 27 février, sur la côte à Tché-Fou; le même jour, cinquante autres cadavres étaient jetés à Wei-Hai-Wei, à l'est de Tché-Fou. Tché-Fou et Wei-Hai-Wei sont presque en face de Port-Arthur, de l'autre côté du golfe. Ces cadavres provenaient certainement des transports et torpilleurs coulés.

SOLDATS GELÉS

On télégraphie de Saint-Petersbourg à la *Gazette de Cologne*:

Des fonctionnaires russes haut placés confirment les nouvelles répandues de différents côtés d'après lesquelles de fortes tempêtes de neige et le froid rigoureux rendent difficile le transport des troupes au delà du lac Baikal.
Ils confirment, en particulier, que plus de 4000 hommes ayant eu les membres gelés sont pour longtemps dans l'impossibilité de prendre part à la guerre.

DÉPÊCHES DIVERSES

Tokio, 1^{er} mars.
Les régiments de la division de la garde et l'état-major japonais ont été embarqués destination d'un port de la côte ouest de Corée. Il est probable que l'état-major débarquera à Chemulpo.

Séoul, 1^{er} mars.
Les troupes japonaises souffrent du dégel partiel et des difficultés de ravitaillement. Il y a de nombreux cas de fièvre typhoïde.

Séoul, 1^{er} mars.
Les préparatifs pour le débarquement d'un corps d'infanterie sont faits dans les ports avoisant Ping-Yang.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Paris, 1^{er} mars.
La séance est ouverte à 2 heures 10. M. Guillaumin préside.

LA MOTION RIPERT
L'ordre du jour appelle un scrutin public à la tribune sur la motion Ripert tendant à renvoyer à la commission du budget le projet de loi relatif à la suppression de l'enseignement congréganiste.

A gauche. — Le scrutin par appel nominal. M. Guillaumin demande le scrutin par appel nominal; je consulte la Chambre.

La Chambre décide que le scrutin aura lieu par appel nominal. Il y est procédé en commençant par la lettre I.

Le premier votant est M. Iriard d'Etchepeyre. Il est 2 heures 15. Un grand nombre de députés n'ont pas répondu à l'appel de leur nom, le scrutin ayant commencé de très bonne heure, ils vont répondre pour la plupart au contre-appel auquel il est procédé sans délai. Le contre-appel est terminé à 3 heures 17.

Il y a eu encore un assez grand nombre de non répondants. M. Guillaumin déclare le scrutin clos.

Votants, 445.
Majorité absolue, 223.
Pour, 193.
Contre, 252.

Le renvoi du projet à la commission du budget est rejeté.

La Chambre renvoie à la commission du budget trois projets que dépose M. Combes portant ouverture de crédits au ministère de l'intérieur.

LA SUPPRESSION DES CONGRÉGATIONS ENSEIGNANTES
On continue à discuter le projet de suppression de l'enseignement congréganiste.

MOTION LASIES
M. Lasies, par une motion, invite le gouvernement à demander l'avis des conseils municipaux avant de continuer la discussion du projet. (Bruit.)

M. Lasies. — On est aujourd'hui loin des projets Waldeck et de M. Champeil lui-même qui représente dans le cabinet l'élément libéral. (Bruit.) Le projet de M. Combes est dirigé surtout contre les pauvres, tandis que les enfants riches pourront y échapper. (Applaudissements à droite et au centre.)

Continuez votre œuvre; vous avez jeté le trouble dans toutes les consciences, les édiles d'aujourd'hui ont peur que tous les conseils municipaux vous reprocheront qu'ils vous blâment; continuez pour satisfaire votre haine anticléricale, à porter cette dernière at-

teinte à la liberté. (Applaudissements à droite et au centre.)

M. Combes vient déclarer que la question n'est pas du tout d'intérêt communal et que les conseils municipaux ne sont pas qualifiés pour se prononcer dans cette question.

On rejette la motion Lasies par 323 voix contre 221.

On passe à la discussion générale.

M. Charles Benoist. — Le projet en discussion n'existait pas dans l'esprit de M. Combes depuis le commencement des temps. (Bruit.) On ne réclame d'abord que la suppression des congrégations autorisées, on ira plus loin encore, jusqu'à ce que le conseil municipal ait supprimé toutes nos libertés. (Applaudissements à droite.)

M. Combes a prétendu que c'était parce que les congréganistes ont renoncé à la plénitude de leur personnalité qu'il repoussait les congréganistes; dans ce cas, il y a une personnalité morale, c'est la personnalité ministérielle. Existe-t-elle dans sa plénitude? (Bruit.)

M. Ch. Benoist après avoir qualifié « l'unité morale » d'utopie irréalisable s'efforce de réduire le principe sur lequel M. Combes a basé son projet, que le droit d'enseigner n'est pas un droit naturel mais une simple concession de l'Etat.

M. Ch. Benoist affirme que la liberté d'enseigner, comme toutes les autres libertés, dérive des droits de l'homme. (Interruptions, applaudissements à droite.)

M. Charles Benoist. — Ce droit supérieur de concéder le droit d'enseigner d'un Etat le tirerait de l'Etat moderne démocratique c'est vous aujourd'hui, demain ce sera nous. (Applaudissements à droite et au centre.)

Comme M. Combes se retire pour un instant de la salle des séances, M. Benoist dit: « Ce que j'avais à dire pour M. Combes, je le dirai à M. Champeil et pour le dehors. (Applaudissements à droite.) »

M. Benoist. — Vous voulez comprimer ce qui est incompréhensible, l'esprit religieux. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

L'orateur parle ironiquement des hésitations et des opinions successives du président du Conseil.

M. Charles Benoist. — Lorsque M. Combes aura terminé son œuvre anticléricale, il sera étonné de l'ingratitude de sa majorité. (Applaudissements prolongés sur les bancs nationalistes et au centre.)

M. Ribot serre la main de l'orateur.

M. Guizy. Les évènements qui, dans la lettre adressée au président du Conseil, ont été qualifiés de loi d'attente, représentent bien l'esprit du clergé romain de France. (Applaudissements à gauche, bruit.)

DISCOURS DE M. GUIZY
M. Guizy. — Un évènement qui a refusé de signer cette lettre a été mis à l'index par ses propres séminaristes et sifflé dans ses cathédrales. Ce qui représente, c'est le monopole de l'Etat nous imposant volontiers le monopole d'enseignement congréganiste car lorsqu'ils étaient maîtres ils ont supprimé toutes les libertés. (Applaudissements à gauche, protestations à droite.)

L'Eglise catholique a toujours été l'ennemie de la liberté, à preuve ce défi à la science et à la raison qui s'appelle le syllabus. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

M. Guizy existe dans la déclaration des Droits de l'homme qui ne parle que de l'instruction. M. Guizy, s'appuyant sur des extraits des catéchismes, démontre que, exposés par les congréganistes, en 1900, conteste à ceux-ci la capacité d'enseignement. (Protestations à droite et au centre.)

M. Guizy. — C'est dans ces écoles où l'on apprend à désobéir à la loi, qu'on est élevé comme officiers qui, récemment, ont eu en Bretagne l'attitude que vous savez. (Applaudissements à gauche.)

L'orateur cite ensuite la conduite d'un général qui, assisté, sans mot dire, au discours d'un moine faisant l'apologie de la guerre civile. (Protestations à droite et au centre, applaudissements sur les autres bancs.)

M. Guizy. — Les congréganistes jugent les faits de l'histoire au gré de leurs intérêts. Il faut à tout prix supprimer leur enseignement. (Vifs applaudissements à gauche.)

Le renvoi à jeudi, demandé par la droite, est rejeté par 302 voix contre 275.

DISCOURS DE M. LEROLLE
M. Lerolle déplore que sans aucune considération, on veuille détruire des congrégations fondées par des catholiques. (Interruptions à gauche, bruit.)

L'orateur et M. Savary de Beauregard protestent contre le tumulte de la gauche. M. Lerolle examine les principales fondations d'enseignement religieux à partir du XVI^e siècle.

M. Lerolle. Un nom domine tous les autres, celui de Jean-Baptiste de La Salle. (Applaudissements à droite.)

Les frères des Ecoles chrétiennes fondées par de La Salle ont toujours fait œuvre démocratique et ont toujours eu la confiance des familles. (Protestations à gauche, applaudissements à droite et au centre.)

M. Lerolle fait l'éloge des religieux; il rappelle qu'en 1802 on a dû rappeler les anciennes religions et les anciens religieux; il fait l'histoire de la restauration religieuse et notamment l'histoire des Frères des Ecoles chrétiennes.

M. Lerolle. — Vingt-deux membres de la majorité seulement ont inscrit dans leur programme l'œuvre de destruction qu'on propose, 229 sont prononcés pour la liberté d'enseignement.

M. Lerolle demande l'ajournement à une autre séance afin de pouvoir finir ses discours; le renvoi à jeudi est prononcé.

M. Poullain dépose un projet de résolution invitant le gouvernement à autoriser la course d'automobiles du circuit des Ardennes; il demande l'urgence.

M. Combes. — Si la Chambre vote cette motion le gouvernement l'acceptera; il prendra toutes les précautions pour éviter des accidents, mais je me souviens des interpellations qui ont suivi la course de Paris-Madrid et je demande un vote de la Chambre.

M. Laroche-Joubert. C'est au gouvernement à prendre la responsabilité.

M. de Dion rappelle que l'industrie de l'automobile fait vivre 300.000 ouvriers.

L'urgence est déclarée, la motion est adoptée à mains levées.

La séance est ensuite levée; séance jeudi.

SENAT
Paris, 1^{er} mars.
La séance est ouverte à 3 h. 10, sous la présidence de M. Fallières.

On adopte, après déclaration d'urgence, le projet modifiant les conditions de paiement de subvention de l'Etat aux chemins de fer d'intérêt local de Saint-Héand à Pelussin et de Roanne à Boën, puis on reprend la discussion en seconde délibération du projet sur le service des enfants assistés.

Les Enfants assistés
L'article 4 (auquel on était resté) dispose que les dépenses du service des enfants assistés seront supportées dans les 2/5 par l'Etat, 2/5 par le département et 1/5 par les communes. Actuellement, l'Etat n'y participe que pour 1/5.

M. Rouvier dit que ces dispositions augmentent annuellement les charges de l'Etat de cinq millions. Il réclame le maintien de l'état de choses actuelles.

M. Rouvier. — L'autre Chambre se laisse aller à des entraînements généraux, c'est au Sénat d'aider le gouvernement à poursuivre une politique d'économies.

L'opinion publique et le Parlement répugnent à créer des impôts nouveaux qu'il faudra nécessairement établir. J'espère que le Sénat tiendra compte des difficultés de mon rôle et qu'il soutiendra le gouvernement qui s'efforce d'arrêter le pays sur la pente dangereuse dans laquelle on veut l'engager. (Applaudissements.)

M. Strauss, rapporteur, dit que le service de l'assistance aux enfants intéresse la sûreté nationale, tout autant ou plus que quelques embarras monétaires du Trésor. (Applaudissements sur divers bancs.)

M. Antoin Dubost, rapporteur général, vient soutenir les observations du ministre des finances.

Le texte de la commission est adopté par 123 voix contre 101.

On adopte, à mains levées, les derniers articles de l'ensemble de la loi.

En l'absence de M. Marquès, on ajourne la proposition relative à la responsabilité des compagnies de transport en ce qui concerne les avaries aux marchandises en cours de transport. Il en est de même de l'examen en seconde délibération de la loi concernant les conseils de prud'hommes.

La séance est levée à 5 heures 5 et renvoyée à jeudi.

Déclarations de M. Combes

Interview de M. Combes. — La guerre aux congrégations. — Les élections municipales. — Le programme du cabinet et la majorité.

Paris, 1^{er} mars.
Interviewé par un rédacteur du *Figaro*, le président du conseil a exprimé la conviction que les prédictions représentant le cabinet comme devant tomber dans une quinzaine de jours sont bien hasardeuses et que les événements les démentiront.

Les incidents Jaurès et Chautemps, a-t-il déclaré, n'ont pas l'importance qu'on leur attribue. Ce sont des signes de mauvaise humeur personnelle et nullement des signes avant-coureurs d'une scission dans la majorité.

Quant à la dictature de M. Jaurès, permettez-moi d'en dire un mot. J'ai vu quatre fois le ministre et la majorité, il y a un contrat passé pour l'exécution d'une certaine œuvre qui, poursuivie depuis deux ans, n'est pas encore achevée. Aucun groupe du Bloc ne se séparera des autres avant l'achèvement de ce programme commun, auquel tous ont été fidèles.

Voilà pourquoi je ne tomberai pas, quoiqu'en disent les faiseurs de pronostics.

Le président du conseil tente ensuite de prendre la défense de M. Pellétan et de résumer les attaques qui sont dirigées contre lui.

On l'a reproché, ajoute M. Combes, de me désintéresser de tout ce qui n'est pas de la politique anticléricale. Or, sans vouloir m'imposer en rien dans la direction des divers départements ministériels, j'ai toujours veillé à ce que des extraits de l'œuvre du cabinet exécuté les articles du programme commun qui dépendent de son ministère.

Après avoir parlé de l'œuvre du ministère, M. Combes déclare :

Je ne veux pas parler des affaires étrangères, cela brule. Aucun danger ne nous menace, c'est l'évidence même. M. Jaurès dit ce qu'il veut, il n'est pas le gouvernement. Ses discours n'engagent que lui. Pour moi, j'ai parlé de l'alliance russe en maintes circonstances; qu'on se reporte à mes déclarations. Et puis, nous sommes parfaitement d'accord avec M. Delcassé.

Quant à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, je doute qu'il ait été introduit à la Chambre en faveur de cette grosse réforme.

Quand nous aurons terminé l'œuvre anticongréganiste, nous aurons à faire un nouveau programme de réformes fiscales. Les lois d'assistance sociale devront nous occuper. Mais nous ne pourrions voir cela avant novembre.

M. Combes n'a aucune crainte quant aux prochaines élections municipales. Tous les rapports qu'il reçoit lui font espérer des élections favorables à sa politique.

A Paris, ajoute-t-il, si nous ne reconquerrons pas la majorité, la faute en est aux « républicains » qui ont repoussé la proposition Manjan. Quant aux départements, tout va bien; même dans l'Ouest, nous gagnerons du terrain. Les élections municipales fortifieront le gouvernement au lieu de l'affaiblir.

On veut me voir au travers de M. Pellétan. Malgré cela, je garderai le pouvoir, tant que mon œuvre ne sera pas terminée.

J'ai été amené au pouvoir pour diriger la guerre contre la Congrégation, j'ai accepté cette tâche, je la mènerai à bonne fin. Je serai fidèle à mon devoir, je ne suis plus à un âge où l'on se réserve un avenir.

Je ne songe pas à me rendre possible dans un cabinet futur. Ministre, j'accomplis le devoir de mon ministère.

M. DOUMER ET M. COMBES

Incident dans les couloirs de la Chambre. — M. Doumer et M. Combes. — Propos aigris-doux.

Paris, 1^{er} mars.
On sait que le président du Conseil a accepté, en principe, il y a quelques jours, l'invitation qui lui avait été faite par MM. Morlot et Magnaud d'assister aux fêtes qui auront lieu à Laon le 10 avril prochain.

Cette promesse du président du Conseil a donné lieu à un incident vivement commenté dans les couloirs de la Chambre.

Hier après-midi, M. Doumer, député de l'Aisne, président de la Commission du budget, s'approchant de M. Gustave Fort, chef de cabinet du président du Conseil, qui s'entretenait avec un ministre, lui dit en substance :

« Le président du Conseil a promis de se rendre dans mon département. Il aurait pu, avant de faire une semblable promesse, me prévenir de ses intentions. M. Combes ira peut-être à Laon, mais je vous autorise à lui rapporter mes paroles : Il ne s'y rendra pas comme président du Conseil, car il aura été renversé avant ! »

M. Gustave Fort, comme le lui avait d'ailleurs demandé M. Doumer, s'est empressé de répéter ces propos au président du Conseil.

Aujourd'hui, en arrivant à la Chambre, le président du conseil recontra M. Morlot, le mit au courant de l'incident soulevé hier par M. Doumer et lui dit en substance :

« Vous m'avez attiré avec votre invitation une déclaration de guerre de la part de M. Doumer. J'ai été très surpris de l'attitude prise par M. Doumer, parce que j'avais tout lieu de supposer que lorsque vous avez fait votre démarche auprès de moi, vous étiez d'accord avec lui. »

M. Morlot répondit qu'il le supposait également, depuis longtemps il avait été convenu que les fêtes auraient lieu à Laon. M. Doumer en avait été prévenu et c'est

sur sa demande qu'elles avaient été fixées au printemps.

« Quoiqu'il en soit, ajoute M. Morlot avec un sourire, vous êtes attendu avec impatience dans l'Aisne. »

« N'empêche, répliqua M. Combes, que M. Doumer m'a officiellement déclaré la guerre. »

Alors, dit un député qui assistait à la conversation, vous attendez la première torpille ?

On l'a dit à son tour M. Briand, également présent, M. Doumer n'a pas attendu la déclaration de guerre pour ouvrir les hostilités; il a déjà essayé de torpiller le président du conseil et le cabinet et il est sans doute tout prêt à recommencer.

C'est sur ces mots qu'a pris fin la conversation.

LES CERCLES MILITAIRES

Dijon, 1^{er} mars.
Le général Laborde de Labatut, commandant d'armes, vient, par décision portée à la connaissance des troupes de la garnison par voie du rapport, d'interdire aux officiers et soldats les deux cercles de la ville ayant un caractère confessionnel.

Cette décision sera mise pendant deux jours dans toutes les casernes et au rapport.

L'ELECTION DE GRENOBLE

Interview de M. Pichat. — La concentration contre Zévaès. — Une nouvelle candidature.

Le succès définitif de M. Zévaès, au second tour de scrutin, est probable, mais, malgré les 5500 suffrages qu'il a obtenus. C'est ce que déclare M. Pichat, député de la deuxième circonscription de Grenoble, vainqueur de M. Zévaès aux dernières élections législatives.

M. Zévaès, nous dit-il, me semble bien avoir obtenu, du premier coup, à peu près tous les suffrages sur lesquels il pouvait compter. Encore n'a-t-il réuni un pareil nombre de voix qu'en dissimulant ses véritables opinions politiques sous un programme presque neutre.

Il est peu de candidats simplement radicaux ou même progressistes qui ne pourraient souscrire à certaines de ses déclarations.

Cela, c'était pour enlever les voix des électeurs de cette partie de la vallée du Grésivaudan, pour la plupart petits propriétaires ruraux, que les théories internationalistes ne tentent guère. Quant aux contingents socialistes des centres ouvriers, ils n'y sont pas trompés et ils ont voté avec ensemble pour M. Zévaès, à l'exception de ceux de Villefranche, les voix, irrégulières, sont allées au candidat nettement guesdiste et ne se reportent sans doute pas sur M. Zévaès, au second tour.

On peut donc compter que la concentration se fera sur le nom de M. Bergès, industriel très connu et aimé dans toute la vallée où ses frères et lui, ingénieurs sortis de l'Ecole polytechnique, ont employé les ouvriers, la « bouillie blanche » pour la force motrice de leurs usines. Il se pourrait même encore que la concentration se fit autour d'un nouveau candidat qui se mettrait sur les rangs et dont le nom est très populaire dans la circonscription.

Candidat nouveau serait M. Comte, viti-culteur à Bernin, républicain progressiste d'ancienne date, qui ne compte dans le pays que des amis.

Rappelons pour justifier la confiance de l'honorable M. Pichat dans le succès d'une candidature de concentration groupant tous les radicaux socialistes autour de M. Comte, soit autour de M. Comte, de ce qu'il a fait, dans la propre élection de M. Pichat, contre qui se présentait également M. Zévaès.

Un premier tour de scrutin, ce dernier avait obtenu une majorité de 800 voix sur son concurrent progressiste — exactement comme celle, fois-ci. Au second tour, bien que M. Zévaès ait fortement adouci son programme — comme il vient de le faire encore — les voix du candidat socialiste, M. Vallier, se portèrent en bloc sur M. Pichat qui fut élu.

LE FROID ET LA NEIGE

Paris, 1^{er} mars.
Une dépêche de Cannes dit qu'après une journée pluvieuse, la neige est tombée la nuit dernière. Une légère couche couvre les coteaux autour de Cannes. Le fait ne s'était pas produit depuis quelques années.

Ce matin, le temps est beau.

On mande de Morlaix que la neige tombe sans interruption depuis cette nuit, rendant les communications très difficiles avec les environs.

L'INONDATION DE TRIPOLI

Tripoli, 1^{er} mars.
A Tripoli, le nombre des maisons entraînées par l'océan Mezzin atteint 236 et les pertes sont évaluées à 5 millions. On a retiré jusqu'à présent 65 cadavres, hommes, femmes et enfants.

Le niveau de la crue a baissé sensiblement; toutefois, plus de cent maisons menacent encore de s'écrouler.

Le gouvernement militaire turc prend des dispositions pour sauver les habitants bloqués et manquant de vivres. Les Arabes des campagnes sont parvenus de tout secours. Le gouvernement va être obligé de leur avancer vivres ou argent, sinon une terrible famine se produira.

Echos et Nouvelles

CES BONS JAPONAIS
Un correspondant du *Daily Mail* a adressé à ce journal une lettre de Tokio, d'après laquelle on peut juger de l'état des esprits, dans les grandes villes japonaises, alors que, le mois dernier, on s'y préparait à la guerre.

On vendait par milliers, dans les rues de Tokio, une chanson mise entre les mains des enfants et des jeunes filles, qui la chantaient avec passion.

En voici le refrain, très clair et très simple :

Tuez ! Tuez ! Tuez !
Tuez jusqu'à ce que le glaive se brise,
Tuez ! Tuez ! Tuez !
Tuez !

Voici un autre spécimen de chanson qui, paraît-il, fait à la fois la joie des parents et des enfants :

Vengeance ! Vengeance !
Complais joyeux et heureux nous sommes !
Nous avons vaincu les ennemis.
Nous les avons tous tués.
Quelle joie ! quel ravissement !
Nous tuerons de même tous les ennemis du Japon !

Notre empereur, notre nation et nos parents s'attendent tous à notre triomphe.
Bravo, drapeau du Soleil levant,
Lorsque tu déploies les couleurs dans les airs !

La plupart des chansons parlent du drapeau japonais, et l'emblème de la nation, le Soleil levant, est poétisé de mille façons, pour bien montrer que le Japon s'identifie avec lui et se lève aussi pour conquérir le vieux monde.

L'INDUSTRIE TEXTILE A LYON

et la Commission Parlementaire DEUXIÈME JOURNÉE

La matinée. — Visite au Canal de Jonage et aux usines. — Les dépositions à l'Hôtel de Ville. — Les teinturiers. — La Société des Inventeurs réunis. — La Caisse des prêts. — Audition du maire de Lyon.

Dès huit heures et demie du matin, les membres de la Commission parlementaire s'embarquent dans cinq voitures et se rendent à Villeurbanne, où ils doivent visiter des usines.

A neuf heures, ils arrivent chez MM. Vuillod et Ancel.

La visite dure assez longtemps, les parlementaires questionnent les ouvriers et s'inquiètent particulièrement du chômage.

Cette question est, en effet, celle qui paraît préoccuper le plus les ouvriers. Pour eux, elle est capitale et il serait de toute urgence, malgré les difficultés multiples qui semblent s'y opposer, de trouver une solution assurant la régularité du travail.

La Commission visite également les ateliers de la maison Charbin et de quelques autres usines de Villeurbanne.

AU CANAL DE JONAGE

Vers dix heures et demie, les parlementaires débarquent à l'usine de la Compagnie de Jonage, où ils sont reçus par M. J.-A. Henry et les ingénieurs de la Compagnie.

Longuement, ils examinent la magnifique installation de l'usine dont les moindres détails leur sont expliqués par les ingénieurs.

A midi, un déjeuner était servi à la Préfecture.

mon Speyer et C^o a contracté un em-
prunt de 35 millions de dollars avec la
République de Cuba. L'emprunt repré-
sente une dette directe de l'Etat de Cuba.
Il sera garanti par les recettes des doua-
nes, de telle façon que l'Etat rendra l'en-
gagement de céder chaque semaine,
agents de la maison Speyer, une somme
suffisante pour le service de l'emprunt.

Le Gérant : CH. LAMBERT.

Tirage sur machines rotatives Marinoni
40.000 exemplaires à l'heure.

Imp. WALTNER et C^o, 3, rue Stella. — Lyon

tière, avec parrain. Et, comme en courant elle n'avait pas aperçu Sylvestre, accroupi sur un plant de salade, et dont les pieds dépassaient dans l'allée, elle s'échoua, tomba sur un arbuste avec un petit cri d'effroi. Sylvestre, vivement, se leva et, après d'une minute, tint devant elle, comme une femme corp à peine vêtue, sans corset. Et, pour la première fois, depuis qu'elle était une grande fille, il ne résista pas à la tentation de lui donner un baiser fou.

— Oh ! Sylvestre ! murmura-t-elle, pas lâché, mais pas consentante non plus.

— Ah ! Odette ! Odette ! ne me reproche rien... ça va plus fort que moi... Et tu sais mieux que je ne pense ça toi !

Mais elle n'était aussitôt éloignée et tout l'air de n'avoir pas entendu. Cela ne valait-il pas mieux, puisqu'elle ne voulait pas répondre?... Bientôt elle sembla uniquement occupée de ses fleurs et n'avait nullement l'air de remarquer que Sylvestre ne travaillait plus à son plant de salades et que, debout, les poings crispés sur les hanches, il la dévorait de ses yeux gris. Pourtant, elle frissonnait bien au fond, et elle entendait encore son cri exaspéré, et elle avait terriblement senti sa passion, dans le baiser de feu qu'il avait si violemment imprimé sur ses lèvres... Diba ! Diba ! qu'a passion, dans cette maison, devenait difficile !... « Heu- heu... » parrain... aujourd'hui...